

L'étincelle

Pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA
CT
VÉLIZY

Lundi 26 octobre 2020

Couvre-feu et hôpitaux en détresse :

Métro-boulot-dodo... et surtout boulot !

L'état d'urgence sanitaire est prolongé jusqu'en février 2021, le couvre-feu étendu désormais à 46 millions de personnes. Eh oui, la deuxième vague est là et continue de monter. Mais pas les moyens de lutter efficacement contre le virus. Car les mesures qui font peser sur la population le poids de la situation sanitaire cachent mal la responsabilité du gouvernement dans la gestion de la crise, le manque de moyens et les contradictions. Ces mesures semblent d'ailleurs bien dérisoires pour enrayer l'épidémie. Impréparation, incohérence ? Pas seulement, car il y a bien une logique : faire des économies et préserver les grandes entreprises, quoi qu'il en coûte pour le monde du travail.

La responsabilité des uns

Dépistage, traçage, protocole sanitaire : le gouvernement gère la crise sanitaire au moindre coût. Dans les Ehpad, la propagation du virus est inquiétante. Dans les établissements scolaires, rien n'a été prévu depuis la rentrée pour soulager les classes surchargées, que l'administration rechigne à fermer, même avec des cas avérés de Covid.

Dans les hôpitaux, la situation est catastrophique. Épuisement, sous-effectif, insuffisance des moyens : les soignants ont bien raison d'être en colère contre le gouvernement, eux qui réclament depuis des années des embauches massives et de l'argent pour la santé. Véran et Macron répètent qu'il est impossible de former du personnel dans des délais si courts. Mais cela fait déjà neuf mois depuis février ! Bien plus que les deux jours de formation que reçoivent les soignants envoyés d'urgence en renfort dans les services de réanimation.

Et comment justifier l'impréparation ? Le manque est criant depuis des années. Et rien n'a été fait depuis le début de l'épidémie. Au contraire, la situation des hôpitaux a empiré. Résultat : des soignants testés positifs contraints de travailler, les congés annulés et des hôpitaux qui craquent déjà. Parce qu'on ne peut pas tout déprogrammer, ni délester les hôpitaux vers d'autres régions, il y a en Île-de-France 30 % de places disponibles en réanimation de moins qu'au printemps pour les malades de la Covid ! À qui la faute ?

La culpabilisation des autres

« *Le meilleur moyen de soulager l'hôpital, c'est de ne pas tomber malade* » a dit Castex. Merci du conseil ! Comme si nous étions coupables de propager la Covid ! Tout ça pour justifier les restrictions, en reportant la responsabilité de la deuxième vague sur la population,

dont le quotidien sous couvre-feu devrait se résumer à aller travailler.

Pas étonnant que certains dénoncent les interdictions en cascade qui pèsent sur la vie sociale. Certes, il ne suffit pas d'avoir assez de lits de réanimation pour endiguer l'épidémie, il faut aussi des mesures collectives. Mais ce ne sont pas les contrôles de police et les amendes qui vont améliorer la situation sanitaire, alors qu'il faut attendre des jours pour se faire tester et qu'on est obligés – entre 6 heures et 21 heures – de s'entasser dans les transports, à l'école et au travail !

Leur seule logique : nous faire travailler malgré le virus

Le grand patronat, lui, ne subit pas toutes ces contraintes. Certains petits patrons doivent fermer boutique, mais les grandes entreprises sont préservées. Après leur avoir offert des milliards avec le plan de relance, le gouvernement veille à ce que les travailleurs continuent à s'y faire exploiter. Dans les entreprises, les masques et le gel hydroalcoolique permettent aux employeurs de se dédouaner de leurs responsabilités en termes d'organisation du travail ou de traçage des cas contacts. Macron l'a rappelé : rien n'est obligatoire pour les patrons. Même pas le télétravail, parfois refusé aux salariés contraints de prendre les transports et de travailler dans des conditions dégradées.

Il n'est pas question de risquer nos vies pour la gagner. Partout, nous devons exiger des conditions de travail sécurisées. La colère contre le gouvernement et ses mesures est légitime, car sa seule boussole est le maintien des profits des grandes entreprises malgré l'épidémie. Mais qu'elle soit économique ou sanitaire, ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise !

Stage de découverte...

... de la fin de l'entreprise ? C'est bien ce que semble nous proposer le message du CTV Com de ces derniers jours. En effet, quelle meilleure opportunité qu'ici auraient nos enfants de voir grandeur nature un site en voie de disparition ?

Ah, l'occasion rêvée de leur montrer ces bâtiments vides évoquant l'après Tchernobyl où, "avant, il y avait des bancs d'essai", de les accueillir dans des open-space dépersonnalisés où des hordes de zombis masqués ("dis bonjour à mes collègues, mon chéri") travaillent à longueur de journée un casque sur les oreilles, de leur faire visiter l'endroit où il aurait pu y avoir le fameux cœur de site ("mais si, tu vois bien, c'est là où il reste quelques gravats").

Oui vraiment, une occasion rêvée "dans le respect des gestes barrière", bien sûr, comme le stipule le mail...

En voie de disparition ?

On rame au quotidien pour faire aboutir les projets avec un manque de ressources et de moyens évident ? La comm' nous parle, elle, ces derniers temps... d'Office 365 et de ses merveilleux outils collaboratifs. Et c'est prévu pour durer puisqu'il s'agit d'une série animée censée nous montrer les bienfaits du travail 2.0 hyper trop cool où on passe juste son temps à échanger des informations et des fichiers partagés en temps réels.

Bref, tout à fait représentatif non pas de la réalité du terrain mais de l'image idéalisée du télétravail futur que nos grands penseurs cherchent à nous inculquer. Et ceci tout en finesse avec un message pas vraiment subliminal puisque le collaborateur ignare (le pauvre !) de l'usage des Teams et autre Cloud y est caricaturé sous la forme... d'un dinosaure. A nous de montrer qui est vraiment l'espèce menacée sur le terrain !

Au soleil mais sans le sou

Entre les différents mails et les affiches collées sur le site, PSA ne cesse de nous faire la pub du nouveau centre de R&D à Casablanca. La direction cherche des bonnes âmes pour aller bosser là-bas mais avec un contrat local ! Elle n'en est pas à son premier essai pour mettre les salariés en concurrence que ce soit ici avec la prestation ou par-delà les frontières en profitant des conditions de travail moins favorables.

Faut dire qu'avec des salaires environ deux fois moins élevés qu'ici, le patronat a des euros qui scintillent dans les yeux. Bas salaires, précarisation, ce sont les mêmes maux auxquels nous faisons face, de quoi renforcer notre solidarité face au même patron.

The Good Joke

Les investissements, la construction de centres techniques ou de production ont beau se poursuivre du Maroc jusqu'à l'Inde, Tavares continue pourtant sans ver-

gogne de se présenter comme un chantre de la relocalisation et de la réindustrialisation de l'Europe (excusez du peu). Ce lundi c'est dans le magazine *The Good Life* qu'il fait son autopromotion tout en expliquant benoîtement que tout cela ne tient que sous perfusion de subventions gouvernementales à l'achat.

Un tabou de sa complexe pensée sur le coût des automobiles : le surcoût induit par la famille Peugeot et consorts qui prélèvent leurs dîmes depuis des décennies sur le dos des travailleurs comme des acheteurs.

Barbarie et misère sociale ne sont pas des fatalités

Depuis l'assassinat de Samuel Paty, enseignant à Conflans-Saint-Honorine, pas un jour n'est passé sans que soient proférés par le gouvernement, la droite ou l'extrême droite xénophobes des propos nauséabonds confondant terroristes islamistes et musulmans ou une partie de la population supposée l'être. Jusqu'à s'en prendre aux rayons halal ou casher dans les supermarchés ou au droit à la binationalité...

L'extrême droite a toujours utilisé la xénophobie comme fonds de commerce, pour diviser les classes populaires, les renvoyer à leur « communauté » et les éloigner de leurs intérêts communs. Elle n'en est pas moins talonnée par Macron et son gouvernement, soucieux de grappiller des voix en alimentant amalgames et mépris.

L'extrême droite propage le racisme, nos gouvernants vendent leurs armes, envoient leurs troupes ou soutiennent tous les dictateurs au Moyen-Orient ou en Afrique. De l'autre côté, les islamistes tuent depuis des années, dans leurs pays encore bien plus qu'en France. Les uns comme les autres sont les deux bouts d'un même bâton destiné à maintenir l'ordre par la division, voire à terroriser par tous les moyens. Ces ennemis de classe des travailleurs, prêts à dégainer la haine raciale ou religieuse, ont une même devise : que les capitalistes continuent à faire des profits, avec nous les prétendues « brebis » seront bien gardées !

La loi contre le « séparatisme » que prépare Macron n'a pas d'autre but. Sa politique anti-travailleurs, exclusivement en faveur du grand patronat, appauvrit la société et ne fait qu'alimenter le terreau sur lequel poussent l'extrême droite et toutes les formes de fascisme, fanatisme religieux compris. Face à cela, les travailleurs peuvent changer la donne, se battre toutes origines confondues contre cette société d'injustice et d'exploitation.

Pour nous suivre en télétravail :



www.convergencesrevolutionnaires.org



Convergences Révolutionnaires
NPA L'Étincelle - PSA région parisienne